



LA COOPÉRATION AGRICOLE
NUTRITION ANIMALE

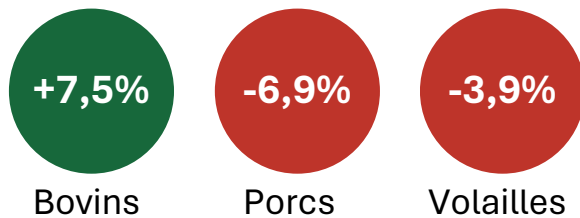
LETTRE MENSUELLE DE CONJONCTURE N° 308



Septembre 2026

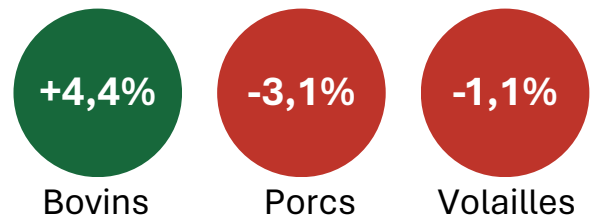
Evolution Juillet 2026 / Juillet 2025

Total aliments : -1,4%



Août 2025 - Juillet 2026 / Août 2024 - Juillet 2025

Total aliments : +0,1%



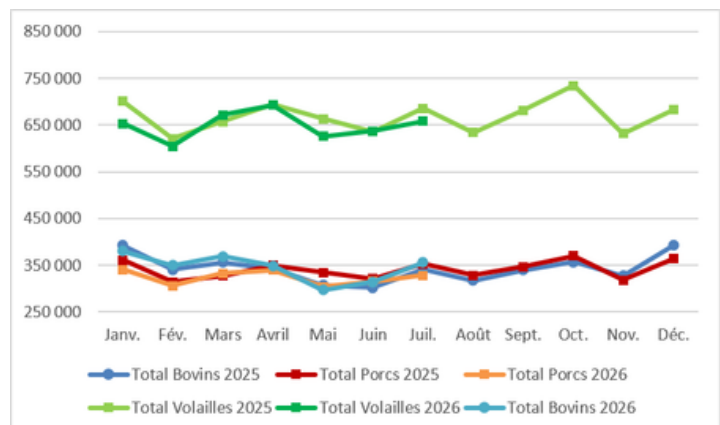
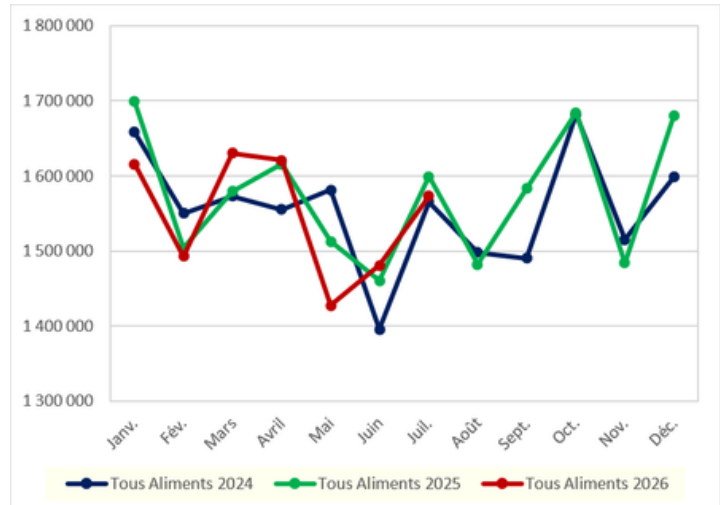
Analyse économique de la conjoncture

En juillet 2026*, avec un nombre de jours ouvrés similaire par rapport à 2025, la production a baissé de 1,4 %, avec des disparités en fonction des espèces. Les bovins progressent de 7,5 %, particulièrement tirés à la hausse par les autres bovins (+18,0 %). Cette hausse peut s'expliquer par une pousse d'herbe en recul, favorisant la consommation de concentrés. En ce qui concerne les porcs, la baisse se poursuit au mois de juillet, avec une perte de près de 7 % de la production. Les volailles sont également à la baisse (-3,9 %), et ce pour toutes les espèces. Les élevages de porcs et de volailles ont particulièrement été touchés par les épisodes de canicule, avec une hausse de la mortalité et des baisses de performance (avec, par exemple, 1 % de perte de la production annuelle de volailles nationale et 2 % de perte des truies en Bretagne). Enfin, les aliments pour lapins se stabilisent, alors que les aliments d'allaitement sont en baisse de 14,9 %.

Sur les douze derniers mois (août 2025 – juillet 2026), la production d'aliments composés est quasi stable. La production d'aliments pour bovins est en hausse de 4,4 %, tirée par des prix de la viande toujours à des niveaux historiques. Les porcs sont en baisse de 3,1 %. Les volailles sont également à la baisse (-1,1 %), avec des disparités selon les espèces : les poulets sont à la hausse (+0,4 %), tandis que la production diminue pour les pondeuses (-0,9 %), les dindes (-3,1 %) et les palmipèdes (-4,0 %). Les aliments d'allaitement sont à la hausse de 4,7 %.

Sur les trois derniers mois, la production d'aliments composés est en hausse pour NUTRIACCES (+3,4 %) et pour NUTRIARCHE (+0,7 %), tandis qu'AINACO, NUTRINOË et SO'FAB sont en baisse respectivement de 1,9 %, 4 % et 3,3 %. Les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest ont davantage d'élevages de monogastriques, très impactés par les fortes chaleurs sur la période de mai à juillet.

Production nationale d'aliments composés (en tonnes)



Panel mensuel représentant environ 95 % de la production nationale.



LA COOPÉRATION AGRICOLE
NUTRITION ANIMALE

LETTRE MENSUELLE DE CONJONCTURE N° 308

Septembre 2026



Production nationale prévisionnelle d'aliments composés

(Panel mensuel - Représentant environ 95% de la production nationale)

ALIMENTS	Juillet 2026		Mai-Juil. 26		Août 25 - Juil. 26	
	Tonnes	%	Tonnes	%	Tonnes	%
Vaches laitières dont mash	299 300	2,5 %	823 400	-0,5 %	3 566 000	3,0 %
Autres bovins dont mash	164 000	18,0 %	423 200	14,3 %	1 727 200	7,4 %
Total bovins dont mash	463 300	7,5 %	1 246 600	4,1 %	5 293 200	4,4 %
Ovins/Caprins dont mash	53 400	0,2 %	161 500	-2,9 %	699 200	1,0 %
Porcelets	45 800	-6,0 %	131 500	-5,5 %	550 000	-1,3 %
Truies	54 000	-4,6 %	156 300	-3,9 %	646 100	-0,9 %
Porcs engrais	228 200	-7,6 %	660 300	-6,3 %	2 795 600	-3,9 %
Total porcs	328 000	-6,9 %	948 100	-5,8 %	3 991 700	-3,1 %
Poulets	284 900	-2,6 %	830 200	-2,0 %	3 335 000	0,4 %
Pondeuses	218 800	-4,7 %	643 500	-2,8 %	2 671 100	-0,9 %
Dindes	70 600	-6,0 %	207 900	-5,7 %	858 100	-3,1 %
Palmpèdes	74 900	-4,6 %	214 900	-5,2 %	920 300	-4,0 %
Autres volailles (cailles et pintades)	9 400	-1,1 %	25 000	-5,7 %	123 700	-7,3 %
Total volailles	658 600	-3,9 %	1 921 500	-3,1 %	7 908 200	-1,1 %
Lapins	13 800	0,0 %	38 200	-8,0 %	160 400	-8,8 %
Autres animaux (poisson, gibier, cheval, ...)	37 800	-3,1 %	108 500	0,3 %	402 700	2,9 %
Allaitement	17 700	-14,9 %	56 100	1,1 %	261 300	4,7 %
Total France	1 572 600	-1,4 %	4 480 500	-1,7 %	18 716 700	0,1 %
Total France Bio	38 500	-2,8 %	113 500	-2,3 %	477 900	NC*

Source : Agreste - Enquête mensuelle Aliments composés pour animaux de ferme SSP/LCA NA/SNIA

*Le pourcentage d'évolution par rapport à 2024 ne peut être calculé en raison de la modification du panel mensuel des fabricants d'aliments biologiques à compter de 2025.

ERRATUM : les données de production d'aliments composés pour les filières biologiques ont été corrigées.

Janvier 2026 : 41 100 tonnes (-7,0%) / Février 2026 : 38 700 tonnes (-5,4%) / Mars 2026 : 43 300 tonnes (+5,1%) / Avril 2026 : 42 500 (-5,4%) / Mai 2026 : 37 800 tonnes (-2,8%) / Juin 2026 : 37 100 tonnes (-1,6%)

Evolution prévisionnelle de la production par associations régionales : 3 mois glissants : Mai - Juillet 2026

ASSOCIATIONS REGIONALES	Bovins dont mash	Ovins/Caprins dont mash	Porcs	Poulets	Pondeuses	Dindes	Lapins	Tous Aliments
AINACO	-0,8 %	-4,0 %	-9,1 %	1,8 %	-5,2 %	-5,5 %	-12,4 %	-1,9 %
NUTRIACCES	9,3 %	3,0 %	-3,1 %	-0,4 %	-2,3 %	12,5 %	11,7 %	3,4 %
NUTRIARCHE	6,9 %	-1,7 %	0,7 %	-4,4 %	-3,5 %	-6,5 %	-14,2 %	0,7 %
NUTRINOË	1,1 %	-11,2 %	-6,7 %	-6,4 %	-1,7 %	-6,6 %	-7,5 %	-4,0 %
SO'FAB	9,5 %	-4,4 %	-3,4 %	-8,1 %	-6,6 %	NC	-9,2 %	-3,3 %
Total	4,1%	-2,9 %	-5,8%	-2,0 %	-2,8 %	-5,7 %	-8,0 %	-1,7 %

Flash du mois

Impact de la sécheresse : anticiper et agir face à la baisse de disponibilités des matières premières françaises

La sécheresse exceptionnelle de l'été 2026, couplée à des épisodes de canicule prolongés, impacte la disponibilité des fourrages dans les élevages de ruminants et bouleverse profondément l'approvisionnement en matières premières destinées à l'alimentation animale en France pour les mois à venir, en particulier pour le maïs grain, les pulpes de betteraves et la luzerne.

Pour assurer la continuité de l'alimentation des animaux en quantité et en qualité, les fabricants d'aliments travaillent sur tous les leviers à leur disposition pour sécuriser leurs approvisionnements.

Toutefois, l'ampleur des déficits annoncés ne sera pas sans conséquence. Des adaptations temporaires des cahiers des charges pourraient s'avérer nécessaires, notamment pour les filières avec des exigences d'origine pour les matières premières ou avec un taux minimum d'incorporation en matières premières spécifiques.

Le SNIA et La Coopération Agricole Nutrition animale appellent à une concertation rapide entre opérateurs pour garantir la continuité des élevages et préserver la souveraineté alimentaire française.

